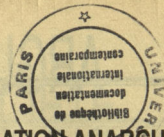


# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA



ISSN 0026-9433

20 AU 26 DECEMBRE 1990

N° 807

10,00 F

MALGRE LES FETES, MALGRE L'HIVER

## Pas de trêve pour les mal-logés

**U**NE expulsion illégale par les forces de police et couverte par le procureur a été effectuée au 17, rue de Paradis, à Paris.

Ainsi, vendredi 2 novembre, vers 14 heures, huit ménages tous dans une situation précaire, voire de détresse, ainsi qu'une association de chômeurs et de précaires, décident d'investir des appartements vacants et laissés à l'abandon. Aucun de ces ménages ne peut assumer les loyers exorbitants pratiqués à Paris ou en proche banlieue, ni prétendre à un logement « social ».

Mercredi 7 novembre, soit après six jours d'occupation, madame le commissaire du 10<sup>e</sup> arrondissement, accompagnée de nombreux policiers en civil, intervenaient *manu militari* pour expulser les occupants de leurs logements. L'expulsion fut filmée par TF1 et FR3, malgré l'interdiction de la police et des gérants.

### L'expulsion

Ces policiers étaient pour la plupart des inspecteurs munis de pieds-de-biche. Madame le commissaire, sans commission rogatoire, donna l'ordre de fracturer les portes, de sortir les familles y compris les enfants en bas âge et de les mettre en garde à vue.

Les occupants tentèrent d'expliquer au commissaire qu'ils occupaient les lieux depuis vendredi 2 novembre 1990, preuves à l'appui. En guise de réponse les expulsés reçurent insultes et menaces. Deux pères de familles et une

personne non concernée passeront la nuit et le lendemain en garde à vue sans qu'on leur donne à manger. Une lettre prouvant que l'occupation datait de plus de 48 heures fut même détruite par les inspecteurs.

Le lendemain, les occupants se sont rendus au commissariat en compagnie de plusieurs témoins pour protester. Quelques uns d'entre eux seront, à leur tour, placés en garde à vue.

### Policiers casseurs

Puis, ils seront présentés au substitut du procureur et inculpés de « dégradation volontaire de biens immobiliers ».

Du côté de la rue de Paradis, les affaires seront vite réglées : fringues démenagées et portes murées. Ni les policiers ni les gérants de l'immeuble n'avaient l'autorisation de procéder à ce qui constitue une violation de domicile (atteinte à la liberté), ne se seront gênés pour intervenir. Des vigiles seront ainsi postés devant l'entrée de l'immeuble et empêcheront les occupants de récupérer meubles et vêtements. Pour la plupart, ces biens finiront par être volés ou sacagés. Les occupants devront fouiller les poubelles pour récupérer les restes.

Dans le même temps, ils saisiront le tribunal d'une procédure en référé afin d'obtenir leur réintégration dans les lieux.

L'ordonnance rendue par le juge des référés ne fera, à aucun moment mention de l'absence du jugement d'expulsion, de la manière dont la police est intervenue et aucune référence sur la

loi contre les expulsions en hiver ne sera rapportée.

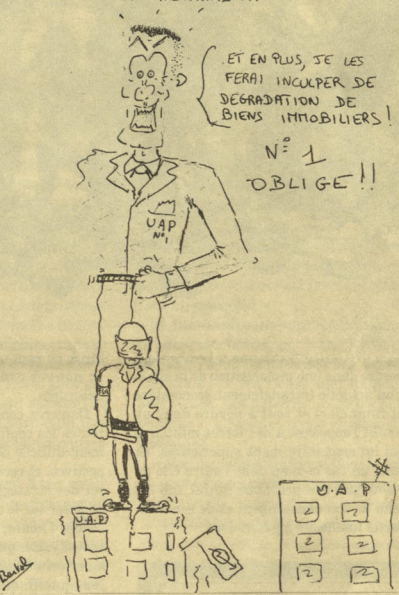
Cette ordonnance, refusant de voir des squatters réintégrer les lieux, aura donc pour seul but de ne plus tenir compte pour les occupants sans titre de la règle des 48 heures (qui nécessite un procédure spécifique pour expulser des squatters).

Par ailleurs, il est, pour le moins, troublant de constater que la société qui a en charge la gestion de l'immeuble, la GTF (une filiale de l'UAP) ait pu faire murer les appartements, en toute impunité... alors qu'aucun jugement d'expulsion n'avait été prononcé.

Pourquoi la police s'est-elle crue autorisée à un tel détournement de procédure ? Pourquoi traîner des individus en correctionnelle pour une soit-disant « dégradation de biens immobiliers », et dans laquelle la responsabilité des occupants n'est pas prouvée ?

Ce procès constitue un précédent. Il tente de criminaliser les occupations de

LE 7 NOVEMBRE, LES FLICS INTERVIENNENT AU 17, RUE DE PARADIS, DEFONCENT LES PORTES ET EXPULSENT LES HABITANTS ...



logements vacants. Il tente de banaliser les expulsions illégales... Et surtout, ce procès cherche à mettre un terme aux luttes pour le droit au logement à Paris.

G. Bartol

## GRANDE-BRETAGNE

# La chute de la Dame de fer

Margaret Thatcher est à la retraite. A dix-huit mois des élections, c'est une Dame de fer un peu rouillée qui a pris la porte du 10 Downing Street, sous la contrainte non pas vraiment de

Le départ de Margaret Thatcher était un peu dans l'air depuis quelques mois. C'est que l'ex-Premier ministre britannique avait fini par se mettre tout le monde à dos : les milieux populaires, ce qui est normal, une partie des milieux d'affaires de la City, ainsi qu'une fraction non négligeable de son propre parti. C'était décidément trop.

En 1979 Margaret Thatcher « triompha » aux élections. A y regarder de plus près

on s'aperçoit qu'elle recueille 43,9% des voix. En 1983 après la très opportune guerre des Malouines et le sursaut patriotique qu'elle suscita, nouvelles élections. On parle de raz-de-marée. Mais la démocratie représentative est ainsi faite qu'elle permet à un candidat qui recueille 42,4% des voix de se faire élire premier ministre. En juin 1987 les électeurs sont de nouveau appelés aux urnes. Thatcher passe cette fois avec 42,2%.

L'un des arguments de vente de la campagne avait été la baisse du taux de chômage pendant les neuf derniers mois. A première vue, les Britanniques auraient pu se dire que le pays étant passé de 1,6 millions de chômeurs en 1979 à plus de trois millions en 1987, le

la rue, mais bel et bien de par la volonté de ses propres compagnons du Parti conservateur et des businessmen de la City. René Berthier se fait un plaisir de nous exposer les faits.

chômage allait peut-être quand même finir par baisser. Pas du tout. Car on se garda de claronner que les paramètres permettant de mesurer le taux de chômage avaient été modifiés 19 fois, ce qui autorise toutes les manipulations. On avait par exemple radié des statistiques quantité de chômeurs de longue durée tout en avançant les élections pour éviter l'irruption sur le marché du travail des jeunes en fin de scolarité.

### Trois fois premier ministre

La démocratie britannique, fondée sur ce qu'on appelle le scrutin majoritaire uninominal à un tour, s'appuie sur une

logique si bizarre qu'un parti peut être majoritaire avec moins de voix que son concurrent. Ainsi, en 1951, les conservateurs conduits par Churchill remportèrent, avec 48% des voix, 26 sièges de plus que les travaillistes, qui avaient recueilli 48,8% des suffrages. Les travaillistes se rattrapèrent en 1974 : avec 37,1% des suffrages ils eurent quatre sièges de plus que les conservateurs avec leurs 37,8%. Cela n'empêcha d'ailleurs pas les travaillistes de constituer un gouvernement.

En 1983, une formation dénommée l'Alliance (associant libéraux et sociaux-démocrates) obtint 25,4% des suffrages et 23 sièges, tandis que les travaillistes, avec 27,6 %, eurent 209 sièges.

(suite p. 6)

T 2137 - 807 - 10.00 F



F°P. 2520

A PROPOS DU GOLFE...

# Vive la crise !

**A** un mois du feu vert onusien à une intervention militaire contre l'Irak, logique de guerre et logique de paix continuent de flirter à bouche-que-veux-tu sans qu'il soit possible de prévoir qui va donner à l'autre le baiser de la mort.

Côté logique de paix, citons en vrac : la rencontre entre le président Bush et le ministre des Affaires étrangères Tarek Aziz, qui aurait dû avoir lieu le 17 décembre ; la venue — dans la foulée — du secrétaire d'Etat américain James Baker à Bagdad ; la rumeur retransmise par la télévision britannique Sky Channel selon laquelle Saddam Hussein serait prêt à évacuer le Koweït en échange des champs pétrolifères de Roumeïlah ; les réticences du sénat américain à une intervention militaire débutant avant que l'embargo ait produit tous ses effets ; et enfin l'annonce faite le 6 décembre de la libération, avant Noël, de tous les otages occidentaux, détenus en Irak et au Koweït.

**On ne sait pas où on va, mais on y va**

Côté logique de guerre, citons également en vrac : le refus de négocier d'un gouvernement américain continuant d'exiger le retrait inconditionnel du Koweït, la restauration du gouvernement légitime du Koweït et la libération des otages ; le refus du gouvernement koweïtien de toute concession territoriale ; les déclarations de James Baker sur une utilisation de la force qui devrait être « *soudainement, massivement et avec détermination* » ; les propos guerriers du directeur de la CIA, William Webster, du secrétaire à la Défense, Dick Cheney et du chef d'état-major des armées, Colin Powell ; les pressions de l'Etat d'Israël, énonçant que si les Etats-Unis n'effacent pas la menace militaire irakienne comme il l'ont promis, il se réserve le droit de sortir de sa réserve actuelle et de régler, lui-même, le problème...

Bref, aujourd'hui, comme hier, bien que les choses évoluent tous les jours on est toujours au même point d'incertitude. Pétera, pétera pas ? Et on a le sentiment confus que finalement tout se jouera sur un coup de dés.

## La diagonale du fou

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, toutes les parties en présence hésitent à sauter le pas dans un sens ou dans un autre, car il n'y a pas vraiment d'élément déterminant pour faire tel ou tel choix.

Les Occidentaux, quant à eux, s'ils se satisfont d'une hausse du prix du pétrole qui va leur permettre de restructurer leurs appareils économiques et productifs et s'ils lorgnent vers un conflit leur permettant, à la faveur de la consommation d'armements qui s'ensuivra, de doper leur économie hésitent à payer le prix fort d'un grand nombre de victimes et d'une déstabilisation de l'ensemble des pays arabes. De même, leur volonté — après la fin d'une division Est-Ouest du monde — de mettre en place un nouvel ordre international si elle ne peut tolérer les agissements de puissances régionales comme

pas que concrètement parlant il soit possible, vu l'état de nos forces, de faire beaucoup plus, mais parce que politiquement nous nous plaçons sur le seul terrain de la défensive.

Est-il besoin de le préciser aujourd'hui alors que le petit monde de la révolution est en plein désarroi et cherche à se restructurer et à s'adapter au nouveau rapport de force résultant de la déconfiture idéologique, économique et politique du « socialisme de caserne », si une solution existait cela se saurait et désolé, je n'ai pas de lapin magique à sortir de mon chapeau.

Cela étant, je pense qu'il serait bon, en plus de ce que nous faisons actuellement de « positif » massivement notre engagement. Entre autres en élaborant des projets de sociétés, en jetant les bases d'un droit international libertaire et en proposant un mode de résolution des conflits d'intérêt ou des conflits tout court entre individus et sociétés, sociétés et sociétés... Ainsi, nous serions plus armés pour dénoncer la mystification actuelle, soutenant la mise en place d'un

nouvel ordre international dominé par le Nord capitaliste. A l'hypocrisie d'un discours basé sur le « deux poids, deux mesures » qui tait le génocide kurde et s'époumone sur l'invasion du Koweït, qui s'accommode des dictatures au nom de la raison d'Etat, de la raison commerciale ou quand elles s'opposent à d'autres dictatures considérées comme plus dangereuses dans le moment... nous pourrions opposer une alternative positive et par là même gagner en crédibilité.

Mieux, nous pourrions à notre seul niveau structurer nos rêves et nos espoirs d'un peu de réalisme, tant il est vrai que s'il est important d'être « contre » il est plus encore déterminant d'être « pour ».

En clair, nous aurions donc tout à gagner à démontrer qu'une société libertaire c'est mieux, en matière de règlement des conflits, et beaucoup plus intéressant pour nous tous que cette société capitaliste.

Jean-Marc Raynaud

Marionnettes françaises dans les sables arabiques... où comment marcher au pas cadencé par 40°. © Sipa/press



La dictature irakienne a beaucoup à perdre dans une prolongation de la situation actuelle (étranglement économique et financier) et tout à perdre dans un conflit l'opposant à des forces militaires qui lui sont infiniment supérieures. Et dans un cas comme dans l'autre elle ne résout pas son problème initial, qui est celui de son endettement et de son incapacité financière à y faire face.

L'Irak ne peut pas davantage tolérer que le nouvel ordre produise de graves désordres.

Dans ces conditions qui sont celles de toutes les confusions il s'avère extrêmement difficile de faire des analyses prospectives, et ceci entraînant cela, d'élaborer des stratégies permettant d'essayer de peser sur le cours des choses.

Pour l'heure, en effet, hormis certains trotskystes qui — anti-impérialisme américain oblige — ont choisi d'habiller leur pacifisme des seuls oripeaux de l'anti-américanisme, la plupart des révolutionnaires se contentent d'essayer de chevaucher le vent du moment en cherchant désespérément d'où il souffle, quelle force il risque d'avoir et quelle direction il est susceptible de prendre.

## Que faire ?

Ici on va donc faire dans le neutralisme pacifiste, là dans la dénonciation des hypocrisies en tous genres qui tentent de légitimer les logiques de guerre et ailleurs dans l'appel à une révolution socialiste en Irak, au Koweït, aux USA... ou à la libre fédération de peuples s'étant débarrassés (comment ?) de leurs dictateurs et des systèmes socio-politiques qui les exploitent et les oppriment.

A l'évidence tout cela et bien d'autres choses encore qu'assurément il faut faire, car c'est notre rôle que de dénoncer les hypocrisies, de lutter contre la guerre et d'appeler au communisme libertaire, se révèle largement insatisfaisant. Non

**Rédaction-Administration :**  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
**Directeur de publication :** André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
**Imprimerie :** Gaspard-Monge,  
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## NOUVELLE-CALEDONIE

# Vers la disparition de la Kanaky ?

La lecture de l'article de René Guiart, dans le n° 803 du Monde libertaire, fait état des difficultés de la survie d'une identité, d'un mode de vie kanaks. En effet, les tribus kanaks ont leurs habitudes, et celles-ci ne sont pas forcément compatibles avec celles des colons venus d'Europe ou même d'Asie. En 1988, des pêcheurs qui accompagnaient Jean-Marie Tjibou en Centre-Bretagne avaient souligné leur étonnement devant l'agriculture que nous leur avions présentée :

— l'élevage de vaches laitières, classique dans la région, leur paraissait démesuré ; « *Chez nous, disaient-ils, nous regardons le soleil se lever et se coucher, et si nous avons besoin d'argent, alors seulement nous allons à la pêche.* » ;

— l'élevage (néo-rural) de chèvres leur apparaissait tout autant irréaliste. « *Pourquoi chercher à produire, alors que des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande... ont déjà trop de marchandises et qu'ils les bradent en Kanaky ?* ».

La seule chose qui les intéressait vraiment dans ces exploitations agricoles c'était la basse-cour. Ces petits élevages qui pouvaient, selon eux, être développés dans le sens où cela constituait une réserve de nourriture d'accès facile.

Cette philosophie du développement économique ne pouvait pas rentrer, évidemment, dans les schémas définis par les technocrates du gouvernement français, pour qui les systèmes économiques kanaks n'ont aucun sens. Il faut dire, à la décharge de ces « missionnaires » imbéciles, qu'ils ne sont fidèles qu'à leur enseignement qui valorise la veulerie et l'illogique.

## Un artisanat programmé

Faute d'avoir compris la raison d'être du mode de vie kanak, le colonisateur introduit le principe de l'artisanat dans lequel, c'est bien connu, finissent par se complaire généralement les assistés économiques, sociaux... et en fin de compte politiques. Plutôt qu'un affrontement difficile à tenir, il vaut mieux parfois jouer le jeu du puissant, tout en maintenant ses mauvaises habitudes.

En métropole, des générations de travailleurs sociaux n'auront pas modifié l'état d'esprit de ces assistés de père en fils, de mère en fille, qui très vite ont compris que le malheur économique pouvait se monnayer, à condition d'abandonner sa dignité humaine. Il en est de même en Kanaky où toute velléité d'indépendance économique et sociale se heurte à une répression implacable. Dès lors, choisir le parti de l'assistanat est compréhensible, bien que condamnable au nom du principe de la liberté.

## Une porte de sortie

Les tentatives d'un certain nombre de Kanaks, pour ne pas verser dans cette logique de l'artisanat, ou pour en sortir, auront pour la plupart échoué. Aujourd'hui, le chemin vers l'autonomie politique (au sens non véreux du terme) sera d'autant plus difficile, mais ce n'est pas une raison pour abandonner le soutien à ceux et celles des Kanaks qui n'ont pas perdu espoir de s'en sortir, et qui parfois nous sollicitent...

Patrice Bouvet

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.

### Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

**Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).**

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Le...  
D...  
ab...  
délire : q...



chacun la...  
prépare la...  
nicieuse de...  
pleine et sa...  
l'Eglise et c...  
(...). De là...  
esprits ; de...

« L'...  
en...

Toute o...  
valeur qu'...  
la pensée...  
le contrai...  
aux citati...  
ments hor...  
C'est po...  
sée des an...  
rencontrer...  
me droite...  
notre irrê...  
giner qu'u...  
entre eux...  
que, au mi...  
ou au pire...  
intellectu...  
leur dire...  
d'aventur...  
quelque a...  
mices du...  
pensée.

La revue...  
aux préter...  
la surpris...  
communiqu...  
lali ! » (pu...  
n° 799) s'...  
« dossier...  
fondé des...  
remarquab...  
elle a imp...  
vue d'un r...  
date (Geor...  
d'un livre...  
par Rassin...  
cynique de...  
ce qui éclai...  
qui a sous...  
dossier en...

Alors, na...  
escroqueri...  
chaut, en f...  
sance de tr...  
esprit et se...  
toute méf...

DU 25 DECEMBRE A LA TRINITE

## Les curés contre la liberté

**D** E la source putréfiée, de l'« indifférentisme » découle cette maxime absurde et erronée, où plutôt ce délire : qu'on doit procurer et garantir à

sante de la jeunesse ; de là, dans le peuple, le mépris des droits sacrés, des choses et des lois les plus saines ; de là, en un mot, le fléau le plus funeste qui puis-



Karol Wojtyła, un des potentats de ce monde. © AFP

chacun la « liberté de conscience ». On prépare la voie à cette erreur, la plus pernicieuse de toutes, par la liberté d'opinion pleine et sans bornes, qui, pour la ruine de l'Eglise et de l'Etat va se répandant au loin (...). De là, en effet, vient l'instabilité des esprits ; de là, la corruption toujours crois-

se ravager les Etats ; car l'expérience nous l'atteste, l'Antiquité la plus reculée nous le montre : pour détruire les Etats les plus riches, les plus puissants, les plus glorieux, il a suffi de la seule liberté immo-

dérée des opinions, de la licence des discours et de l'amour des nouveautés. A cela se rapporte la liberté la plus funeste, la liberté exécrable, pour laquelle on n'aura jamais assez d'horreur et que certains osent avec tant de bruit (...) demander et étendre partout, nous voulons dire la liberté de la presse et de l'édition. »

MISE AU POINT

### « L'Abat-jour » en question

Toute opinion n'a de sens et de valeur qu'en fonction de la totalité de la pensée dont elle procède. Supposer le contraire serait accorder crédit aux citations hors contexte.

C'est pourquoi, forcément, la pensée des anarchistes ne peut jamais se rencontrer avec celle (sic) de l'extrême droite, par exemple, de toute part notre irréductible ennemie. S'imaginer qu'un « débat » puisse s'ouvrir entre eux et nous ne peut-être le fait que, au mieux, d'une naïveté bêtasse ; au pire, d'une louche escroquerie intellectuelle. Nous n'avons rien à leur dire que la guerre civile, et si d'aventure nous leur empruntons quelque argument ce serait les prémices du pourrissement de notre pensée.

La revue toulousaine *L'Abat-jour*, aux prétentions libertaires — j'ai eu la surprise de voir reproduit mon communiqué intitulé « Jusqu'à l'hallali ! » (publié, en outre, dans le *ML* n° 799) s'est piqué de publier un « dossier » quant au bien ou mal-fondé des thèses révisionnistes... ô remarquable originalité ! Pour ce, elle a imprimé dos-à-dos le point de vue d'un révolutionnaire de longue date (Georges Rivière) et la préface d'un livre notoirement fasciste (écrit par Rassinier). Réunis sous le titre cynique de « Gaz à tous les étages », ce qui éclaire singulièrement l'esprit qui a sous-tendu la réalisation du dossier en « question ».

Alors, naïveté bêtasse ? Louche escroquerie intellectuelle ? Peu me chaut, en fait, il y a là une complaisance de trop. Pour *L'Abat-jour*, son esprit et ses animateurs désormais... toute méfiance !

Jimmy Gladiator

### L'esprit de reconquête

Cette longue citation de Grégoire XVI, extraite de son encyclique *Mirari Vos* du 15 août 1832 remplissait et remplit encore plusieurs fonctions. En effet, à en croire ce même Grégoire, au XIX<sup>e</sup> siècle, la jeunesse était corrompue, les droits sacrés et les lois les plus saines étaient déjà méprisées. Ce discours réactionnaire que l'on retrouve aujourd'hui dans certains propos, par son imperturbable permanence donne de lui-même l'image d'un bégaïement et d'un rodage sans fin. Que la liberté d'opinion, que la liberté de la presse et

de la faim. Or, une grève de ce genre, dans la rue en plein hiver, est vouée à l'échec.

### Grève de la faim et occupation d'église

Expulsée depuis le 5 décembre, de la tente plantée entre la mairie du 18<sup>e</sup> et l'église, sans aucune proposition de relogement, Claudine Créach a choisi cette forme de lutte. Risquer sa santé contre les rouages municipaux n'est pas

**MEDIAS**

### Télétemps-solidarité

Le bon prince Claude Evin prie la population française à assister à la grande fête médiatique « La Nuit de la solidarité », organisée au Palais des Congrès, le jeudi 20 décembre.

TF1 transmettra en direct ce show animé par Patrick Sébastien, qui aura veillé à ce que misère, handicaps, invalidité, vieillesse, exclusions, expulsions, marginalisation soient agrémentés de strass et de paillettes.

La comédie sera interprétée par l'abbé Pierre, le Secours populaire français et une multitude d'associations qui œuvrent, chaque jour, auprès des miséreux à contenir toute explosion sociale. Le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, en patronnant cette opération de « valorisation » des actes quotidiens de solidarité, voudrait-il faire oublier, le temps d'une soirée féérique, qu'il inscrit sa politique dans celle menée par le gouvernement, c'est-à-dire libérale et va-t-en guerre ? Mais demain, il faudra davantage encore soigner, panser, consoler... mais demain, peut-être, des actes de solidarité et d'entraide seront posés non pas pour réguler, mais pour transformer, révolutionner cette foutue organisation sociale.

Claude Evin, le bon peuple de France n'a pas besoin de leçons de solidarité ; il sait même quand c'est nécessaire l'organiser au niveau international. Le problème, c'est qu'il s'est quelque peu assoupi ces derniers temps, s'oubliant dans le Téléthon. Mais attention, il peut se réveiller !

Lucie J. (gr. Pierre-Besnard)

d'édition menacent directement la vie des Etats et des églises, qu'elle ruine l'oppression : la leçon est à retenir !

Cette citation rappelle opportunément le discours de l'Eglise lorsqu'elle se trouve en position de domination. Et que l'on ne dise pas que ce discours est archaïque. *Mirari Vos* est un texte de référence pour les intégristes d'aujourd'hui. Mais il constitue plus largement encore la vérité d'une Eglise de reconquête, qui se constitue sur les ruines des dictatures marxistes.

Image télévisuelle : sur la place centrale de Bucarest, les ouvriers ont bien du mal à faire tomber la statue de Lénine. Après bien des efforts, Lénine vacille et s'effondre. Il est aussitôt remplacé sur son socle par un pape bien vivant qui bénit la foule avec son goupillon. Robe traditionnelle, barbe noire et regard illuminé, ce pape semble tout droit sorti d'un film d'Eisenstein. Un obscurantisme chasse l'autre.

Au delà de cet événement, il faut savoir qu'on ne peut attendre d'une Eglise qui a été baillonnée et pourchassée pendant des décennies, qu'elle fasse montre d'esprit de tolérance. La reconquête et l'inquisition vont toujours de pair. Et la reconquête, l'Eglise ne conçoit pas l'arrêter aux seules frontières effondrées de l'empire soviétique.

Mato-Topé

## EN BREF

### PRESSE

Edité par l'OCL-Champigny, diffusé par abonnement depuis 4 ans sur la région Ile-de-France, *Ruptures* est un bulletin de liaison des pratiques militantes d'entreprises et de quartiers. Au sommaire du n° 41, on retrouve : les expulsions, la parano sécuritaire, les camps de rétention, un dossier sur le mouvement lycéen, la Sécurité sociale, les nouvelles nucléaires, le JARASH, un dossier sur l'armée et un billet sur *Réflex*.

Abonnement simple : 90 F (de soutien : 120 F). Chèque à l'ordre de Marc Alizon. Adresse : *Ruptures*, BP 1, 94501 Champigny cedex.

### CATALOGUE

La librairie La Gryffe a édité le quatrième supplément (plus de 300 titres) à son catalogue. Celui-ci est disponible contre 3,80 F en timbres. Le catalogue général et ses différents suppléments sont disponibles contre quatre timbres à 2,30 F. Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

## NOEL

### Quand les pauvres se révoltent

Les riches de ce monde vont être obligés de se serrer un peu plus les coudes... Des banlieues sordides de notre cher Hexagone aux bidonvilles des grandes villes marocaines, mêmes combats : les miséreux se rebiffent !

Ici, les jeunes s'en prennent aux supermarchés. Là-bas, ils s'attaquent aux petits commerces ou aux grands hôtels ! Tout un symbole !

Ici, une démocratie « socialiste » régent notre vie. Là-bas, un « ami » royal a droit de vie ou de mort sur ses sujets. Résultats : « les riches sont toujours plus riches. Les pauvres, toujours plus pauvres », logique et triste et éternelle rengaine...

A Fès, au palais des Mérinides, le coût d'un whisky équivalait à un salaire mensuel. A Paris, le prix d'un loyer, à celui du SMIC. A qui fera-t-on croire que ce n'est pas la même situation, que ces révoltes ne proviennent pas des mêmes injustices ?

Lundi, la presse française tergiversait encore sur le nombre de victimes. Tous les éditorialistes s'indignaient de l'attitude du roi. Personne, pourtant, s'interrogeait vraiment sur les raisons de cette

colère ! Les uns évoquaient la « dureté du régime », les autres, la « nature » de ce même régime, mais rien, sur cette comparaison évidente entre les récentes révoltes dans nos banlieues et celles des quartiers pauvres de Tanger ou Rabat. Ce serait trop insupportable pour tous ces champions de la réussite sociale, qui à longueur de temps nous glorifient le libéralisme économique et les bienfaits de l'« Etat souverain » !

Ils préfèrent séparer les situations, argumenter sur les différences afin de cacher cette vérité trop honteuse que quelle que soit la forme de l'Etat (démocratique ou royal !) une société basée sur l'inégalité sociale et économique engendre la misère. Sur ce sujet, ces donneurs de leçons se taisent.

Et à vouloir étouffer ces réalités, elles leur reviennent, aujourd'hui, de plus en plus souvent de manière violentes.

Pour ceux qui comme nous luttons pour en finir avec ces inégalités, on ne peut guère s'en étonner, seulement agir pour faire entendre plus fort encore la voix des laissés-pour-compte.

Alain Dervin

## FAUTE DE RELOGEMENT POUR LES MAL-LOGES

# Place Jules-Joffrin, on occupe l'église

**F** AIRE la grève de la faim n'est pas une décision légère, mais quand le nombre de sans-abri se multiplie et cela dans des conditions sordides (cf. article sur la rue de Paradis, en une), quand la répression s'abat sur les marginaux, les jeunes, les étrangers, quand les conditions de vie deviennent si aléatoires, si précaires, alors il faut combattre et la grève de la faim est un moyen de lutte.

### Grève de la faim et occupation d'église

Expulsée depuis le 5 décembre, de la tente plantée entre la mairie du 18<sup>e</sup> et l'église, sans aucune proposition de relogement, Claudine Créach a choisi cette forme de lutte. Risquer sa santé contre les rouages municipaux n'est pas

la « tasse de thé » des associations humanistes et des mouvements politiques. Des solutions pour ce cas individuel pourraient toujours se bricoler. Solutions ? La charité, les pistons de tel ou tel bien placé, la solidarité des copains... Et les autres délogés, ces familles avec enfants, ballottées d'offices caritatives en hôtels provisoires pour toujours revenir à la rue, que deviendraient-elles ? Pourtant, les logements vides existent. La lutte de Claudine n'est pas neutre. Il ne s'agit pas d'un truc pour quémander un toit hors de portée. Délogée par les autorités, elle tient à être décentement relogée par ceux qui l'exclut.

C'est un combat qui sort des normes tranquilles de l'habituelle contestation et qui ne valorise personne. Depuis le 7 décembre, aucun lieu public ne lui a été offert en guise de refuge pour sa grève

de la faim. Or, une grève de ce genre, dans la rue en plein hiver, est vouée à l'échec.

### La maison du bon Dieu fermée aux mal-logés

Aussi, le dimanche 16, en matinée, les délogés sont allés à la messe dans l'église de la place Jules-Joffrin, dont le curé avait demandé l'évacuation de la tente où Claudine et son compagnon survécurent plus de deux mois. Il devait assumer le problème.

Ce fut une scène surréaliste. Imaginez une cinquantaine de jeunes gens en cuir et keffieh, calmes qui s'efforcent de ne pas gêner les dévotions. Les chrétiens, paraît-il, aiment les symboles qui donnent à penser. Ils furent servis. Paroles et chants d'amour

devant des gens rejetés, qui demandent la simple possibilité de vivre dignement. Un diacre s'activait entre le groupe entourant Claudine et un curé furieux. Et ce, au milieu d'une population endimanchée, qui pieusement indifférente écoutait la liturgie. En fin de compte, pour éviter les conséquences d'une intervention de la police, les responsables de l'église ont accepté de rechercher un lieu neutre pour abriter la gréviste de la faim.

Cette action s'inscrit dans une perspective plus large que le simple problème de logement : celle du droit à la dignité. Dignité d'un toit, dignité de pouvoir subvenir à ses besoins. Les jeunes des banlieues, les précaires, les taulards exigent aussi cette dignité ; être reconnus comme des humains.

Olivier Berthelin  
(gr. François-Rabelais)

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

# Bilan tiré par le Planning familial

**Le Mouvement français pour le Planning familial date des années 60, lorsque l'association « La Maternité heureuse » s'affilie à l'International Planned Parenthood Federation. Aujourd'hui, elle est devenue une « institution » reconnue des milieux militants.**

**Thyde Rosell, pour le compte de notre journal, et dans le cadre de notre dossier (7<sup>e</sup> volet) sur la contraception et l'avortement a rencontré une de ces femmes du « Planning ».**

**Le Monde libertaire :** Quel regard porte actuellement le Planning familial sur le « désir d'enfants » et son « contraire » ?

**Le Planning familial :** Nous avons combattu pour le droit d'avoir un enfant. On a essayé de se battre contre les gros centres de planification qui dépersonnalisèrent et utilisaient les femmes comme terrain expérimental. Alors que dans les petits centres à échelle humaine il y a des possibilités d'expression qui permettent aux femmes de vivre beaucoup moins mal cet « échec ». Ce problème a été mal compris par le gouvernement actuel, qui privilégie les gros centres. Le Planning, quant à lui, privilégie le choix que ce soit pour une maternité ou le désir de ne pas avoir d'enfant maintenant... ou pas du tout ; tout en se questionnant sur ce que représente la maternité pour les femmes ou ce qu'exprime le désir d'enfant. C'est pourquoi, on ne peut pas tenir compte du combat de ces femmes contre leur stérilité. Il est vrai que de tout temps la stérilité féminine fut tabou. Nous n'avons donc pas à avoir la même attitude : tant que nous ne sommes pas stérile, nous n'avons à nous mettre à la place de... Tout s'imbrique dans une politique nataliste globale : soyons vigilantes. Il faut reconnaître que le gouvernement de gauche à droite a toujours privilégié la maternité : on le sait, on l'a dit, on le répète, nous en sommes complètement convaincues. Il est difficile de trouver une limite qui pour le Planning familial ne peut-être que les choix des femmes.

**ML :** Quelle est la position du Mouvement français pour le Planning familial sur l'exclusion systématique

des femmes des comités d'éthiques, des commissions de contrôle... ?

**Le Planning familial :** A la suite du colloque l'« Ovaire-dose » que nous avons organisé en décembre 1988, nous avons interpellé, à plusieurs reprises des parlementaires. Les femmes n'ont pratiquement pas leur mot à dire : c'est le législateur qui pond des textes, qui décide. Le Planning a seulement été consulté et... nous n'avons toujours pas vu l'effet des remarques que nous avons pu faire. En France, nous sommes en retrait vis-à-vis d'autres pays, c'est pourquoi nous n'avons pas de texte excepté en matière d'interdiction de prêts d'utérus.

### La frilosité des gouvernements

**ML :** Comment analysez vous les questionnements des institutions sur la bio-éthique, les nouvelles maternités, alors que dans le même temps la législation sur l'avortement et la vasectomie sont toujours restrictives ?

**Le Planning familial :** Les gouvernements successifs ont été très frileux sur la question. A chaque demande de révision de la législation, il nous a toujours été répondu par la négative.

**ML :** Existe-t-il une réelle chance, au niveau européen, de contrer la montée des lobbies réactionnaires en la matière et de maintenir le droit à l'IVG ?

**Le Planning familial :** Oui, il faut être optimiste. Il s'agit essentiellement d'un travail d'information. Il paraît évident qu'il y aura une remobilisation pour aborder ce problème. Nous savons

qu'une grande majorité des Français serait défavorable à une remise en cause du droit à l'avortement. Et puis, il faut le redire, nous n'avons jamais prétendu imposer aux femmes l'IVG, alors que d'autres le leur interdisent.

**ML :** Dans le cadre d'un élargissement de la loi Veil, quelles sont les chances pour la pilule abortive ?

n'avance plus. Nous n'avons pas donné aux jeunes des valeurs à gagner, à venir.

**ML :** Pouvez-vous nous présenter le colloque que vous organiserez en janvier, à Paris ?

**Le Planning familial :** Ce colloque rassemblera des féministes de toute l'Europe. Ce sera un moment important

maintenir certains sujets en éveil, mais elle ne se renouvelle pas. Sur un plan européen, il y a des pays où le féminisme est plus reconnu. Ici, quand on parle de féminisme, on pense à des luttes dépassées et c'est regrettable. Nous n'avons pas su également adapter nos discours aux nouvelles générations. Aux jeunes femmes, quand on leur demande : « Redescendez-vous dans la rue au cas où... ? », elles nous répondent : « Oui, mais pas sans les hommes ! ». Il faut donc tenir compte de ces réalités actuelles.

### La vieille garde toujours en action

Les transformations des rapports hommes-femmes ne sont certainement pas celles que nous avons imaginées, mais elles marquent néanmoins un avancement notable. Aujourd'hui, les jeunes femmes ne conçoivent plus de se battre pour la défense de leurs droits sans mettre « leurs mecs dans le coup », alors que des mouvements féministes sont toujours exclusifs. La non mixité s'avère parfois nécessaire, mais pas uniquement.

Il ne faut pas perdre de vue, non plus, que la deuxième génération utilise les centres de planification en tant que service de qualité. Nous avons une incapacité générale à nous renouveler parce que nos utilisatrices ne ressentent pas le côté militant de cette qualité de l'accueil considéré comme un service et non comme une valeur. C'est une démarche qui n'est pas évidente à sentir. Au Planning, nous avons fait un choix militant proche du service. Les femmes s'utilisent, mais ne savent pas trop pourquoi. Si nous ne donnons pas d'explication chacune perd le fil d'Ariane, ce qui implique des baisses d'adhésion... Alors que si nous informons, si nous faisons l'effort d'expliquer notre démarche nous garantirions ainsi ce lien entre les différentes générations et leur mémoire. Nous manquons, par ailleurs, de moyens de communication. Nous avons été trop frileuses et nous avons été « larguées » par rapport à une nouvelle politique médiatique. Au nom d'une image, d'une pureté du discours, nous avons perdu la clé d'une compréhension mutuelle. Il nous faut donc nous atteler à cette tâche sous peine de rupture.

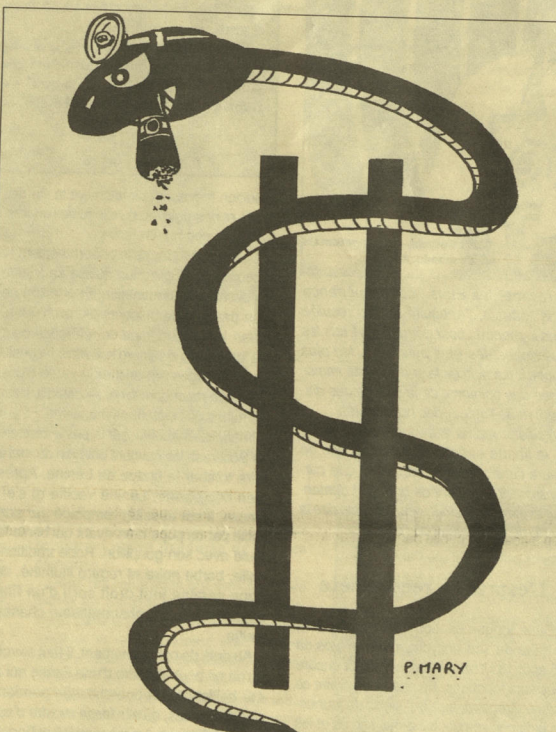
Propos recueillis par  
Thyde Rosell

### ERRATUM

La semaine dernière (ML n° 806), dans l'article de Yolaine Guignat : « Liberté à corps et à cris », a été passé en revue le sort des femmes au travers du globe. A propos de l'Inde, a été cité le cas de feticides féminins pratiqués entre 1978 et 1982, et avancé le chiffre de... 78. Chiffre ridicule, qui incombe à une erreur de frappe de notre clavier. Notre compagne ayant avancé, en vérité, le chiffre énorme de 78 000 feticides.

Nous demandons à nos lecteurs et, bien entendu, à notre rédactrice de vouloir nous en excuser.

La rédaction



**Le Planning familial :** La RU 486 n'est pas la panacée, nous l'avons expérimentée dans nos centres, c'est une méthode qui nécessite l'accompagnement des femmes. Ce n'est donc pas un acte banal. Ce n'est pas plus simple qu'un avortement... il s'agit simplement de le pratiquer autrement. Il s'adresse à des femmes capables de se responsabiliser. La prise en charge personnelle est plus importante que pour une IVG « classique ».

**ML :** Le Planning est-il toujours un interlocuteur pour les pouvoirs publics, en matière d'avortement et de contraception ?

**Le Planning familial :** Nous n'arrivons pas à nous démarquer de notre image militante. Par exemple, l'Education nationale est très réticente, sauf le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique (sic) qui, lui, nous a toujours soutenu.

Mais le Planning n'a jamais demandé à être le seul interlocuteur. A propos de la campagne contre les abus sexuels, l'an passé, en présence d'un représentant de l'Education nationale, à une question posée en réunion : « Comment peut-on parler des abus sexuels sans parler de sexualité ? » celui-ci a répondu : « Les problèmes de reproduction humaine sont au programme de 4<sup>e</sup> »...

Depuis les années soixante-dix, nous avons l'impression d'une avancée importante en matière de sexualité. Depuis 1980, sans reculer de 10 ans, la stagnation gagne du terrain. Cela

d'échanges d'informations. L'Europe, aujourd'hui, s'élargit, nous avons donc des choses à dire sur ce que vivent les Polonaises, les Allemandes, les Roumaines. C'est toute une palette de problèmes qui s'ajoutent à ceux de notre petite Europe. Nous allons donc parler de contraception, et c'est l'essentiel. Contrairement à ce qu'en disent certains, nous ne défendons pas l'avortement... nous défendons le droit de se faire avorter dans des conditions normales, sans retour vers le passé.

**ML :** Quel est aujourd'hui le coût de cette contraception ?

**Le Planning familial :** Il existe de plus en plus de pilules sophistiquées, qui ne sont pas prises en charge par la Sécurité sociale. Dans la perspective de 1992, les laboratoires pharmaceutiques espèrent même que la législation en la matière sera remise en cause. La France, par exemple, est le seul pays européen où théoriquement la contraception est remboursée.

Nous envisageons de boycotter certaines pilules non remboursées. Ainsi, des laboratoires bénéficient de la publicité, par médecins interposés, pour certaines pilules non remboursées. Le Planning familial a donc dénoncé cette politique pharmaceutique, mais cela reste largement insuffisant.

**ML :** Où en est, selon vous le mouvement des femmes ?

**Le Planning familial :** Nous vivons sur une lancée, et certains acquis sont intégrés. La vieille garde continue à

### COMMANDO ANTI-IVG A PARIS

## « SOS-Tout petit » mis en échec

Samedi matin, 8 décembre 1990, un groupe nommé « SOS-Tout petit », opposé au droit des femmes à l'avortement et à l'application de la loi légalisant l'IVG, a tenté de s'introduire dans la clinique Labrouste, au 64 de la même rue, à Paris dans le 18<sup>e</sup>. Ce groupe avait déjà réalisé plusieurs dizaines d'interventions, imposant leur présence dans des services hospitaliers, tentant de culpabiliser les médecins, le personnel infirmier et les femmes.

Des féministes, de nombreux groupes, des personnes de diverses associations et mouvements (« Elles sont pour », le Planning familial, les syndicats CRC et CNT de la Santé, le PS, la LCR, la FA, l'Appel des 250...) organisées dans un réseau pour défendre le droit à l'avortement, ont pu empêcher cette intrusion en se rassemblant devant la clinique avant qu'ils entrent. La police, alertée, n'est pas intervenue.

Ces actions d'opposants au droit à l'avortement, qui se multiplient depuis plusieurs mois, doivent cesser. Nous défendons, face à eux, nos acquis et nos droits.

« Elles sont pour »,  
le 10 décembre 1990

27<sup>E</sup> CONGRES DU PCF

# Plutôt morts... que rouges !

**Aveugle à ce qui se passe à l'Est et sourd aux appels à la rénovation qui ne cessent de monter de ses propres rangs, le PCF s'apprête une fois de plus à persister et à signer dans la voie désormais sans issue du broutaillarisme stalinien. Pour l'heure, en effet, les dèss sont jetés. La messe aura lieu en latin et le « parler vrai » reconstruc-teur et rénovateur devra une fois encore se contenter de murmurer dans l'arrière cuisine du presbytère.**

Il y a soixante-dix ans, le 18<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste, plus connu comme « le congrès de Tours » posait la première pierre de l'édification du Parti communiste français. Malgré l'enjeu — l'adhésion à l'Internationale de Lénine et Trotsky, et de ce fait le risque d'une scission à la clef — l'ambiance était à la fête. Comme le déclarait Marcel Cachin : « Jamais dans le passé, aux temps mêmes des conflits d'idées les plus violents entre les socialistes, procédure plus vraiment démocratique ne fut employée... Chacun des militants sans en excepter un seul a pu avoir connaissance des textes, des thèmes, des conditions, des arguments pour ou contre l'adhésion à Moscou... ». Bref, ce congrès historique était un véritable congrès. Un congrès de débats. Un congrès démocratique. Un congrès ouvert, donc, accordant au choix communiste une légitimité incontestable. Un congrès fondateur à cent lieux du congrès qui se déroule actuellement à Saint-Ouen.

## No pasaran !

Contrairement au congrès de Tours, le congrès de Saint-Ouen est, en effet, un congrès fermé, bétonné et emmuré par le centralisme bureaucratique. Tout, absolument tout y est joué d'avance et va aboutir à reconduire la mainmise d'un mafia sur l'organisation. L'enjeu, donc, l'habituel enjeu de tous les congrès staliniens avec discours fleuve, langue de bois, défilé des rabâchages en tous genres, culte du chef et de ses sbires, plébiscite de l'équipe dirigeante et excommunication lancinante des contestataires. Quasiment du surréalisme à l'heure où la démocratie, le pluralisme et le débat soufflent en rafales sur la plupart des partis communistes du monde.

Si on s'en tient aux estimations les plus courantes, un quart au moins des militants du PCF désirent ardemment faire prendre à leur parti le virage historique de la démocratisation. Non pas parce qu'ils ont été soudainement touchés par la grâce (les rénovateurs, reconstruc-teurs et autres réformateurs ont tous été des godillots du

centralisme bureaucratique), mais parce que c'est cela ou la mort. Car, c'est un fait le bolchevisme à la mode de Lénine et de Staline, aujourd'hui, ça passe de moins en moins. Et non seulement il passe mal, mais il ne passe carrément plus.

Aussi, confrontés à une faille généralisée, qui menace de déboucher, à court terme, sur une liquidation judiciaire devant le grand tribunal de l'histoire. Les Marcel Rigout, Claude Poperen, Félix Damette et autres Charles Fiterman essayent désespérément de sauver les meubles en pariant sur une rénovation du parti, de son idéologie, de son fonctionnement, de sa stratégie. Et leur argumentation porte, tant il est vrai qu'elle constitue la seule alternative à l'impasse actuelle.

Mais si elle est admise à la base, l'argumentation des rénovateurs a beaucoup plus de mal à graver les escaliers de la hiérarchie. Passé le stade des réunions de cellules, le débat se trouve étouffé dans les conférences de sections et carrément étranglé lors des réunions fédérales. Et c'est ainsi que de 25% au moins de rénovateurs à la base on se retrouve avec un petit 2 à 3% de mandatés grincheux au congrès.

Certes, par rapport à il y a encore peu les choses ont quand même évolué. Le texte de Charles Fiterman qui prend le contre-pied de celui de l'équipe dirigeante en place a été publié dans *l'Humanité* et a pu ainsi être discuté dans les cellules. De même l'exclusion des militants ou leur éviction des postes de responsabilité ont perdu de leur belle vigueur d'antan. Mais n'empêche, au bout du compte, une conclusion s'impose. Le fonctionnement du PCF est tellement verrouillé, qu'il ne laisse rigoureusement aucune chance à la possibilité de changer le parti de l'intérieur. Et c'est bien là qu'est tout le problème.

Quand Fiterman est montré au créneau de la rénovation il savait tout cela. Il le savait pour avoir été de ceux qui détestaient le pouvoir de museler ou d'éradiquer la contestation, et pour avoir largement usé de ce pouvoir. Mais il pensait que la pression extérieure et intérieure serait assez forte pour faire sauter les verrous ! Que la situation était mûre pour

reprendre le PCF aux couleurs de la glassnost et de la perestroïka !

## De la quadrature du cercle

Or, il n'en est rien ! Certes, le PCF se trouve désormais complètement isolé et marginalisé au plan international ; certes, son effondrement électoral, l'hémorragie militante qui va s'amplifiant... le mine chaque jour un peu plus... Mais le malade s'obstine dans ce qu'il faut bien appeler une attitude suicidaire. Et tant qu'il ne sera pas mort, on voit mal comment... le guérir.

Les reconstruc-teurs avec Rigout, Poperen et Damette ont choisi eux de rester en jetant le bouchon encore un peu plus loin c'est-à-dire en annonçant que désormais tout en restant au Parti, ils vont travailler également à l'extérieur (avec entre autres ceux qui ont déjà quitté et qui vont quitter le PCF) pour essayer « de rassembler dans une maison commune la mouvance communiste et au delà ».

Charles Fiterman, quant à lui, a annoncé qu'il n'irait pas à Canossa et vu comment s'annonce ce congrès, il semblerait qu'on ne lui laisse guère le choix.

Alors, partira, partira pas ? Telle est finalement la seule question qui se pose à l'occasion de ce énième congrès du PCF. Une question douloureuse, car si rien ne semble aujourd'hui possible dans le cadre de la tombe stalinienne, il ne semble pas pour autant évident que tout soit possible en dehors. Affaire de temps peut-être ? Affaire d'un temps qui ne travaille peut-être pas pour nous... tant il est vrai que le socialisme et le communisme libertaires n'arrivent pas vraiment à profiter de l'effondrement de leur principal concurrent idéologique, et que la difficulté risque d'être accrue le jour où les rénovateurs à la mode PCF auront réussi à faire leur trou dans ou hors du Parti.

Une simple affaire de rénovation donc. De course de vitesse entre deux rénovations. Une affaire à suivre... mais de près !

Jean-Marc Raynaud

## BIBLIOTHEQUES

# Les rats sont dans la rue

DEPUIS quelques semaines, le petit monde des bibliothèques est en effervescence (voir *ML* n° 804). De nouveaux statuts sont, en effet, en cours d'élaboration par le ministère de l'Intérieur. Alors que toute la profession s'attendait à une amélioration, on lui propose une véritable régression.

Le principal diplôme, le Certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire (CAFB) ne serait plus reconnu, aussi des personnels non qualifiés pourraient être amenés à exercer le métier de bibliothécaire.

D'autre part aucune revalorisation n'est prévue, mais le ministère prévoit une nouvelle grille délinéaire hiérarchisée à outrance. Au lieu des huit grades actuels, il en propose dix-sept ! La mobilisation des personnels des

bibliothèques est difficile. La profession est très dispersée au niveau géographique et au niveau des statuts (personnels d'Etat, des collectivités territoriales, de la ville de Paris...).

## Ça s'agit à Marseille

Une manifestation a rassemblé 1500 personnes à Paris, le 26 novembre. La préfecture de police, craignant sans doute les bibliothécaires casseurs et casseuses, avait interdit que le défilé se dirige vers Matignon.

Dans les Bouches-du-Rhône, une grève a eu lieu le 21 novembre. Après un rassemblement de 100 personnes devant la Préfecture de Marseille, les bibliothécaires sont retournés sur

leurs lieux de travail, afin d'expliquer les motifs de leur grève aux lecteurs. Nombreux furent ceux qui apprirent que bibliothécaire était un métier et qu'il existait un diplôme spécifique. La plupart se rendent compte que les nouveaux statuts entraîneraient une dégradation du service qui leur est actuellement rendu.

Le 3 décembre, une nouvelle manifestation régionale s'est déroulée à Marseille avec 300 personnes, accompagnées par deux bibliobus. Aux côtés des bibliothécaires se trouvaient les étudiants préparant le CAFB. Tous restent mobilisés pour que ce projet de statuts n'aboutissent pas !

Philippe (bibliothécaire-adjoint des Bouches-du-Rhône)

## REPRESSION

# Un anarchiste chilien incarcéré depuis juillet 1988

Ernesto Castro, anarchiste chilien, a été reconnu réfugié statutaire en Italie, après de multiples péripéties en Amérique latine suite au coup d'Etat chilien de 1973. Mais les années 70 sont « chaudes » en Italie, et Ernesto, qui évolue dans le groupe anarchiste italien Azione Rivoluzionaria, passe dix-huit mois dans plusieurs prisons italiennes. Il est expulsé avant son procès, sans doute parce que le gouvernement « démocratique » italien ne tient pas à garder dans ses prisons un résistant antifasciste chilien. Ernesto entreprend alors plusieurs démarches dans différents pays d'Europe, afin de régulariser sa situation, et voit systématiquement ses demandes rejetées, étant jugé « indésirable dans tous les pays démocratiques ».

Le 5 juillet 1988, il est arrêté à Paris, et accusé d'un recel de vol avec d'autres camarades. Tous ses co-inculpés ont été remis en liberté, alors que lui seul reste emprisonné. Toutes ses demandes de mise en liberté sont systématiquement refusées, avec la mention « étant étranger, ne donne pas suffisamment de garanties face à la loi française » (cf. *ML* n° 799).

On peut protester contre cette scandaleuse détention arbitraire en envoyant des télégrammes de protestation au ministère de la Justice (13, place de Vendôme, 75001 Paris), à la Ligue des droits de l'homme (27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris), au Parlement européen (avenue Robert Schuman, 67 000 Strasbourg). D'autre part, vous pouvez témoigner votre solidarité à Ernesto en lui écrivant directement : Ernest'o Castro, 783905 - 1 - 353, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes.

Pascale Choisy

## ARIEGE

# L'amère croisade

CALOMNIEZ, il en restera toujours quelque chose. Les néo-ruraux de la région de Saint-Girons, dans l'Ariège, et plus particulièrement les membres de l'association le Mille-pattes, qui regroupent ce que l'on a coutume d'appeler des néo-ruraux ou babas, en font la triste expérience.

Fin septembre, Lysiane Denat, une rando-nneuse toulousaine est retrouvée assassinée dans le massif du Couserans. L'enquête a conduit à l'arrestation, après un périple à Nice et à Grenoble, d'un marginal originaire de Tarbes, qui durant l'été avait vécu parmi les néo-ruraux ariégeois. Début novembre la *Dépêche du Midi* annonçait l'assassinat d'un habitant de Serres-sur-Argens, Hubert Fontès. Ces faits donnèrent l'occasion au maire de Saint-Girons, M. Roger Fauroux, de se lancer dans une croisade contre l'insécurité passant par une campagne de dénonciation du phénomène néo-rural que relaie complaisamment une *Dépêche du Midi* aux ordres.

Lélu, ministre de l'Industrie et surcroît, s'est employé à stigmatiser un mode de vie qui à le tort, dit-il, de drainer en direction de son canton et de sa ville de nombreux délinquants, venus chercher en quelques communautés la vie facile et s'adonner à la consommation intempestive du cannabis. La commune de Massat, le « triangle d'or » du cannabis, est alors montrée du doigt. Roger Fauroux en appelle aux autorités sous-préfectorales.

Répondant à sa requête, celles-ci ont renforcé la brigade locale de gendarmerie. Du coup 14 gendarmes prennent en charge la surveillance étroite du coin.

Non content d'en appeler à la gendarmerie, le maire aurait pris à témoin l'électeur en vue de lutter contre la délinquance. On parle même de la constitution d'un comité civique venant l'épauler dans sa lutte.

En Midi-Pyrénées, selon la gendarmerie, 80% de la population serait indifférente au phénomène néo-rural ; le rabiote s'équilibrant entre les individus favorables et ceux hostiles au phénomène. Roger Fauroux saura-t-il faire prendre sa sauce et dépasser ce seuil de 10% de grincheux ? Pour expliquer l'acharnement sécuritaire de l'élu ariégeois soulignons à l'envie sa fonction de ministre de l'Industrie et ses projets pour l'Ariège.

L'Ariège, département rural, peuplé par 120 000 personnes, seulement, connaît les pires difficultés en matière de développement, comme tous ces départements ruraux qui n'attirent guère les investissements et ne parviennent donc pas à contenir l'exode rural. Autour de Saint-Girons,

on ne compte guère que quelques entreprises papetières pour assurer la survie économique du canton. Roger Fauroux, émoustillé par les perspectives offertes avec l'Europe de 1992, voit l'Espagne à sa porte et les profits qui pourraient en résulter. L'Ariège, ne l'oublions pas, se trouve sur l'axe Barcelone-Toulouse, qui se dessine actuellement. Un axe faisant de la Catalogne et de la région Midi-Pyrénées une méga-région au cœur de l'Europe méridionale. A ce propos, il est prévu de développer les voies de communication. Une autoroute est en projet ; elle doit relier la côte atlantique à la côte méditerranéenne en passant par Pau, Bagnères-de-Bigorre, Saint-Girons, Foix avant de plonger sur Perpignan... doublant ainsi l'axe autoroutier Bordeaux-Narbonne, qui passe par Toulouse.

## Le temps du discrédit

Face aux appétits des élus locaux, les néo-ruraux, soucieux de conserver une certaine quiétude, voient d'un mauvais oeil la politique mise en place. Déjà confrontés aux problèmes posés par l'industrie papetière, grande dévastatrice des forêts pyrénéennes, les néo-ruraux se trouvent face à de nouveaux éléments de lutte et souhaitent entreprendre la résistance à un développement reposant sur le seul pouvoir de l'argent, qui permet tous les débordements.

Un fait divers est l'occasion de mettre en branle la détestable rumeur publique qui vise à criminaliser, à bon compte, une catégorie de personnes considérées comme un obstacle au développement. C'est faire injure à ceux qui, de par leur présence en des villages retirés, ont contribué durant 15 ou 20 ans à leur conserver un peu de vie. Si à Biert l'école n'a point fermé, si à Massat (500 habitants) il existe une garderie, si à Saint-Lizier ou Seix on y trouve encore des artisans c'est bien en raison de la présence de jeunes couples pionniers, dénommés néo-ruraux.

La déstabilisation est en route, aussi devons-nous, plus que jamais, exprimer notre soutien aux « babas » ariégeois. En cela écrivez au Mille-pattes (53, rue Saint-Vallier, 09200 Saint-Girons).

En 1978, 74 communautés étaient enregistrées du côté de Saint-Girons, par la gendarmerie. Combien aujourd'hui ? Soixante-quatorze c'est plus qu'il n'en faut — si tel est encore le chiffre — pour les autorités, à la veille de la grande Europe de 1992.

Claude Nepper (gr. François-Rabelais)

# La chute de la Dame de fer

(suite de la une)

« A beaucoup d'égards, l'économie britannique se porte plus mal aujourd'hui que lorsque Mme Thatcher conquit le pouvoir en mai 1979. » Ce n'est pas un opposant irréductible et mal intentionné à la politique néo-libérale de Margaret Thatcher qui s'exprime ainsi, mais le *Wall Street Journal* du 22-23 novembre 1990. La grande prêtresse de la révolution conservatrice a fini par être renvoyée dans ses foyers, non par un raz-de-marée populaire mais par les membres de son propre parti qui ont pris les devants, craignant une catastrophe aux prochaines élections, dans dix-huit mois. Mais ils ont eu, à n'en pas douter, l'appui d'une partie importante des businessmen de la City.

## Les milieux d'affaires lâchent Thatcher

Les premiers, députés conservateurs dont les places dépendent tout de même un peu du suffrage populaire, n'avaient certes pas les mêmes raisons que les seconds mais leurs intérêts concordent, comme c'est — faut-il s'en étonner — souvent le cas. C'est que, sur le terrain économique, le bilan de la politique thatcherienne n'est pas particulièrement brillant. Alors que la balance des paiements n'était déficitaire en 1979 que d'un demi-milliard de livres, le déficit est monté (ou faut-il dire : descendu ?) à 19,1 milliards. La production industrielle a chuté de 3% entre le deuxième et le troisième trimestre de 1990, le volume des ventes au détail a chuté

de 1,1% au troisième trimestre tandis que le nombre des chômeurs s'est accru de 32 000 pour le seul mois d'octobre.

Le « climat favorable à l'esprit d'entreprise » que Thatcher entendait créer en démantelant les syndicats, en privatisant les entreprises nationales, en baissant l'impôt sur les sociétés et sur les hauts revenus, en supprimant la liberté du contrôle des changes, n'a guère produit d'effet spectaculaire : le volume de la production manufacturière en 1990 est le même qu'en 1979, c'est-à-dire qu'en termes relatifs il a baissé.

Le laissez-faire absolu, le culte de l'argent facile, la débâche de spéculations et les scandales financiers n'ont cependant pas suffi, à eux seuls, à renvoyer Thatcher dont le charisme certain et le populisme attireraient une masse d'électeurs hostiles à la fois à la classe ouvrière et aux grands bourgeois.

C'est qu'en réalité ce n'est pas la production industrielle — pourvoyeuse d'emplois ouvriers mais aussi nécessitant des investissements lourds — qui intéressait l'ancien premier ministre, mais l'argent vite gagné dans les secteurs à haute rentabilité immédiate, les services et la spéculation financière.

D'immenses fortunes se sont réalisées dans ces secteurs alors que par ailleurs le solde négatif de la production industrielle se creusait. Positif de 3,6 milliards de livres en 1980, ce solde tombe trois ans plus tard, en 1983, à moins 4,8 milliards et en 1986 à moins 8,5 milliards. Sociologiquement, cela signifie que les ouvriers, ou même les techniciens, jouent un rôle de moins

en moins grand au profit des cols blancs, encore que les transferts ne soient pas équilibrés : la création d'un poste d'employé peut bien signifier la mise au chômage définitive de trois ouvriers.

## La destruction de l'industrie britannique

Les financiers britanniques placent une très grande partie de leurs capitaux à l'étranger : 123 milliards de dollars ont ainsi été investis aux Etats-Unis, ce qui représente pour la seule Grande-Bretagne le tiers du total des capitaux étrangers investis dans ce pays.

Thatcher était indifférente au maintien de la base industrielle du pays, qui a cependant le plus important excédent mondial de la balance des rentrées invisibles (intérêts de capitaux placés à l'étranger, etc.). Les avoirs nets des financiers britanniques à l'étranger représentent 160 milliards de dollars, en 1987, ce qui fait de la Grande-Bretagne le second créancier international, après le Japon. Mais tandis que l'assise de ce dernier pays repose sur une économie fondée sur une solide infrastructure industrielle, appuyée par de gros investissements et d'importantes recherches en matière d'innovation et de développement, l'économie britannique néolibérale revue par Thatcher est fondée sur la destruction de l'infrastructure industrielle, le bradage des industries de pointe au capital étranger et l'insistance mise au développement des services — tourisme, voyages, assurances, réassurance

(c'est-à-dire l'assurance des compagnies d'assurance), services bancaires : le chiffre d'affaires de ces services passe ainsi de 3,8 à 5,4 milliards de livres de 1981 à 1986.

En d'autres termes on a une économie de rentiers, dont seuls bénéficient évidemment les financiers, tandis que la classe ouvrière, ou d'une façon générale l'ensemble des salariés liés à l'industrie, paient les frais. On se trouve devant des perspectives d'un « avenir non technologique », c'est-à-dire d'une situation où le pays n'aurait plus aucune production manufacturière, mais serait le prestataire de services financiers destinés à des clients étrangers, tandis que des fractions importantes de la population (aujourd'hui 30%, mais à l'avenir combien ?) vivrait totalement en marge de la société. Les hommes d'affaires et les journalistes évoquent avec inquiétude ce no-tech future, tandis que la population concernée a déjà compris depuis longtemps qu'elle n'avait ni future tout court.

La classe politique — conservateurs compris — et les businessmen ont fini par comprendre que Thatcher a démolit le tissu politique et industriel du pays, mais ils lui reprochent surtout l'absence de projet crédible de reconstruction : « Pendant que les entrepreneurs bâtissaient des empires de vente au détail reposant sur du sable, se livraient à des orgies d'OPA et s'octroyaient des salaires de plus d'un million de livres par an, les Japonais étaient invités à prendre en main des pans entiers de notre industrie automobile et électronique » (*Financial Times*, Barry Riley, « The Rise and Fall of the Two Maggies »,

24-25 novembre 1990.)

On connaît en général Thatcher sous l'aspect du chef d'Etat grande gueule, nationaliste farouche, opposée à l'union européenne. Mais on connaît moins l'extraordinaire bienveillance (ou indifférence ?) avec laquelle elle a permis l'ouverture du pays à la pénétration économique étrangère. Aujourd'hui 20% de la production britannique, 15% de l'emploi manufacturé sont contrôlés par des firmes étrangères, dont les investissements représentent par ailleurs 21% du total des investissements.

Il ne semblait pas venir à l'esprit de l'ex-premier ministre qu'une politique nationaliste aurait dû tout d'abord se donner les moyens de la réaliser. C'est qu'en fait Thatcher se soucie moins d'une mythique indépendance nationale que de l'hégémonie d'un système, dont le modèle parfait est représenté par les Etats-Unis. Ce n'est qu'à ce titre qu'elle s'oppose à l'Europe des Douze : si cette dernière réussissait à constituer une communauté véritable, c'est la prépondérance des Etats-Unis, gravement affectés par la récession, qui serait définitivement remise en cause.

## Un nationalisme verbal, mais le fric d'abord

On peut se demander si la complaisance de Thatcher, faisant de la Grande-Bretagne une tête de pont du capital japonais pour la conquête des marchés du continent, n'est pas un élément de cette stratégie d'affaiblissement de l'Europe. Cette thèse, qui peut sembler « tirée par les cheveux » n'est pas si fantaisiste lorsqu'on songe aux tentatives désespérées et vaines des industriels américains à diminuer l'invasion des produits et des capitaux japonais aux Etats-Unis.

Les firmes japonaises produisant en Grande-Bretagne auront le label Made in GB et pourront ainsi circuler librement dans la CEE. Mais ces produits auront été fabriqués avec des méthodes japonaises, avec des salariés payés au rabais, trop contents d'échapper au chômage, et qui, à l'embauche, auront signé un engagement à ne pas se syndiquer.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Thatcher, l'implantation du capital nippon en Grande-Bretagne a pris une expansion considérable : 1983, 153 millions de livres ; en 1985, 375 millions ; 1987, 2 473 millions et en 1990, 10 554 millions.

Ces quelques éléments expliquent peut-être les raisons de l'opposition d'une fraction non négligeable de la classe dominante britannique à la politique thatcherienne, malgré les allègements d'impôts dont ils auront bénéficié, à titre personnel ou au titre de leurs entreprises. C'est que les inconvénients du système Thatcher, en détruisant l'infrastructure productive du pays, en livrant celui-ci au capital étranger, et peut-être surtout en suscitant des fermentes de guerre de classe, pouvaient à terme en dépasser les avantages.

(suite au prochain numéro)

## MEXIQUE

# L'illusion démocratique

Il existe actuellement plus de 10 000 prisonniers politiques au Mexique, parmi lesquels de nombreux membres du Mouvement démocratique indépendant (dont son président, le docteur Felipe Martinez Soriano), des militants du Front national, des syndicalistes, des paysans, des indigènes, des étudiants, et d'autres animateurs d'associations populaires, professionnelles (de la santé et de l'éducation notamment) et de défense des droits de l'homme.

Il y a dans le monde, une grande méconnaissance de la réalité économique, politique et sociale du Mexique. En effet, l'Etat mexicain a su occulter cette réalité, en utilisant à son avantage sa politique extérieure, se définissant en tant que pays démocratique et défenseur des droits de l'homme. A titre indicatif, il faut savoir que pendant que mille familles forment l'oligarchie et possèdent 50% de la richesse nationale, 40 millions de leurs compatriotes se débattent dans la misère... 80% de la population économiquement active perçoit un salaire minimum journalier de 3,50 dollars, somme insuffisante pour acheter les haricots rouges, le riz et les tortillas, qui constituent les aliments de base du peuple mexicain.

En politique, le droit de s'organiser, manifester et diffuser des idées n'est pas respecté ; le droit d'élire les gouverneurs est pratiquement inexistant. La volonté du peuple a toujours été bafouée.

Cette situation a amené celui-ci à

s'organiser et à lutter pour des revendications justes. Pour seule réponse, la répression est chaque jour toujours plus forte. Laquelle aboutit actuellement à la violence et à la violation quotidienne des droits humains les plus élémentaires. Rafles dans les quartiers populaires, constitution de bandes paramilitaires dans les campagnes, détentions illégales, séquestrations et disparitions, tortures et assassinats sont autant de faits à noter.

Actuellement, on compte plus de 1000 prisonniers politiques ayant disparu.

Trop connu pour disparaître, le plus célèbre des prisonniers politiques, le docteur Martinez Soriano est un militant significatif de sa génération. D'origine indigène et rurale, né dans le Sud du pays, il participa très jeune aux mouvements estudiantins des années cinquante.

## Le cas du docteur Martinez Soriano

En 1958, il collabore en tant que professeur au mouvement des enseignants qui luttait pour la démocratie syndicale. En 1964, devenu médecin pédiatre, il s'engage dans le mouvement des médecins qui paralyse tous les centres hospitaliers du pays en vue d'exiger de meilleures conditions de travail et plus d'attention envers les usagers. Cette action fut réprimée violemment par l'armée.

En 1976, il est élu démocratiquement par l'ensemble de la communauté universitaire de sa ville natale, Oaxaca, au poste de recteur, fonction qu'il occupa jusqu'en 1978. Durant son mandat, il lutta pour convertir l'université en un centre critique, scientifique et populaire. En 1978, le gouvernement envoya l'armée pour réprimer le Mouvement démocratique universitaire, faisant assassiner, disparaître et emprisonner des centaines de ses membres. Le docteur Martinez Soriano séquestré fut contraint sous la torture à renoncer à son poste de recteur. Hors du domaine universitaire, il avait créé, en 1978, l'une des premières organisations mexicaines de défense des droits de l'homme et en 1979 le Front national démocratique populaire. Depuis 1982, il est membre de la direction de la Coordination nationale du mouvement démocratique indépendant (CONAMODI).

Depuis le 26 juin 1990, il est emprisonné, accusé de plusieurs délits et d'appartenir à des mouvements clandestins : le Parti révolutionnaire ouvrier clandestin-Union du peuple (PROC-UP) et du Parti des pauvres (PDL), qui sont les plus anciennes organisations de guérilla du pays, avec 23 et 26 ans d'existence. Accusations totalement infondées, l'Etat utilise ce prétexte pour le maintenir en prison, bien que son parcours démocratique et sa participation au sein de la « ligne constitutionnelle » soient très largement reconnus au niveau national et international.

Pour obtenir sa libération, une campagne nationale a été lancée par son organisation. Le 29 octobre, à Oaxaca, quatre consulats ont été envahis pacifiquement en signe de protestation : les consulats de France, d'Espagne, d'Allemagne et des USA. Ils l'ont été sur plusieurs jours.

Le 31 octobre, la Nonciature apostolique du Vatican à Mexico est occupée à son tour et libérée quatre heures plus tard par la police à la demande du nonce Prignone, lequel s'engagea à intervenir auprès des autorités pour obtenir la libération de Martinez Soriano.

## Solidarité internationale avec le peuple mexicain

Aujourd'hui, un appel est lancé au peuple français et aux organisations démocratiques, pour lutter contre ce régime et exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

On peut, pour cela, envoyer des télégrammes de protestations à l'ambassade mexicaine en France. Il est possible également de participer à la formation d'une association de solidarité avec le peuple mexicain... C'est urgent ! (1)

Rosa Guerrero  
(représentante du Mouvement démocratique indépendant en France)

Pour nous contacter, téléphonez au numéro suivant : (1) 48.69.65.42.

Journal sans publicité,  
« Le Monde libertaire »  
a besoin de votre soutien.  
L'abonnement en est un !

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

- Jeudi 20 décembre  
 — « Flagrants désirs » (19 h 30 - 20 h 30) : spécial Claude Semal.
- Vendredi 21 décembre  
 — « Bibliomania » (14 h 30 - 16 h) : les grands poètes, avec Milosz...  
 — « L'invité du vendredi » (19 h - 21 h) : Albert Dau, de la LDH, évoquera la notion des droits de l'homme dans quelques pays africains.  
 — « Ithaque » (22 h 30 - 3 h) : l'idéal.
- Samedi 22 décembre  
 — « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : « L'Éthique du syndicalisme », de Pierre Besnard, suivi de l'actualité en milieu hospitalier.  
 — « BDDA et Cie » (18 h-19 h 30) : Alain Saint-Ogan
- Dimanche 23 décembre  
 — « Tribuna latino-americana » (18 h - 20 h) : interview de Carlos Molina, l'un des plus célèbres chanteurs d'Uruguay.  
 — « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : entretien avec Jean-Maxime Relange, peintre.
- Mardi 24 décembre  
 — « Blues en liberté » (10 h - 12) : célébration du solstice d'hiver (I)

DISQUE

Kochise et le « Yes Future »

Le groupe d'Agén, Kochise, qui existe depuis 1987, est bien connu dans le milieu associant musique et critique libertaire. Connu également pour sa démarche politique : SCALP, vivisection, défense des indiens et « militance » à la Fédération

anarchiste. Et connu, bien sûr, pour son punk-rock mélodique dont son récent 45 tours fournit l'illustration. Les labels « On a faim ! » et « Toxic Graffiti » ont, en effet, co-produit un disque. On peut y entendre deux titres significatifs : l'un, *Vive Zapata*, qui rappelle la lutte des paysans mexicains, témoins de l'utopie comme le dit le texte de la chanson ; l'autre, *Aliénation*, qui parle de notre quotidien bouffé par le capitalisme. Avec ceci, vous ajoutez une superbe pochette, signée Tapage Nocturne et vous avez là un témoignage de l'anarcho-punk aujourd'hui, le « Yes Future » !

Spain Luc

Ce disque est vente à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris) ou à OAF ! BP 166, 86004 Poitiers cedex (20 F, port compris).

HISTOIRE

Lassalle, l'autre rival de Marx

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les deux livres que Sonia Dayan-Herzbrun vient de publier sur Lassalle, chez l'Harmattan (1). Ayant consacré plusieurs années à un travail sur Bakounine et l'unité allemande j'ai trouvé que les deux hommes, bien qu'ils sont à l'opposé l'un de l'autre, ont beaucoup de points communs, à commencer par le fait qu'ils ont été tous deux l'objet de la même élimination violente de l'histoire du mouvement ouvrier. Parmi les autres points communs on pourrait citer la haine envers les libéraux allemands, l'insistance sur l'ignorance comme entrave à la liberté, le souci de voir détruit l'empire d'Autriche, l'influence de Fichte sur la théorie de l'Etat — dont la destruction, chez Bakounine, n'exclut pas une transition, contrairement aux idées reçues.

Le travail que j'avais consacré à Bakounine m'avait conduit à la conclusion que ce dernier avait trop hâtivement assimilé Marx à la social-démocratie allemande, et que les attaques portées par le Russe contre Marx visaient en réalité les positions de Lassalle, ce que Sonia Dayan expose dans un assez long chapitre de *Mythes et mémoires du mouvement ouvrier* (pp. 59-111).

Le contre-sens s'explique peut-être par le fait que Marx lui-même, qui avait besoin de Lassalle pour se faire publier en Allemagne, et à l'occasion pour lui emprunter de l'argent, ne s'était pas publiquement démarqué de son rival, et Bakounine ne pouvait évidemment pas connaître le contenu de la correspondance privée de Marx. Or précisément, on pourrait reprocher à Sonia Dayan de faire pra-

tiquement l'impasse sur les relations extrêmement passionnelles qui ont existé entre Marx et Lassalle, fondées sur l'intérêt qu'éprouvait Marx à conserver une relation avec Lassalle, et sur une jalousie et un mépris quasi hystériques. La correspondance de Marx à Engels fourmille d'allusions antisémites envers Lassalle (« juif nègre... »). Ce dernier représentait en fait tout ce que Marx n'avait pas réussi à être : un homme vivant dans l'aisance, et le chef incontesté du mouvement socialiste allemand, qui se trouvait à la tête d'un authentique mouvement de masse et qui en plus termina sa vie, stupidement certes, mais avec panache, dans un duel à cause d'une femme. Je suppose que si l'auteur n'a pas fait plus de place aux divergences avec Marx, c'est par choix, afin de ne pas définir Lassalle par rapport à Marx.

Les points communs existant entre Bakounine et Lassalle, et que le livre révèle, n'excluent pas de profondes divergences, bien évidemment. Cependant, la personnalité de Lassalle apparaît, d'un point de vue strictement humain, comme très attachante. La lecture de ces deux livres consacrés à l'autre rival méconnu de Marx constitue un élément indispensable dans la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier européen.

René Berthier

(1) Sonia Dayan-Herzbrun : — *L'invention du parti ouvrier (aux origines de la social-démocratie allemande, 1848-1864)*, L'Harmattan ; — *Mythes et mémoires du mouvement ouvrier. Le cas Ferdinand Lassalle*. Logiques sociales-L'Harmattan.

LITTÉRATURE

Les années Octave Mirbeau

NOUS vivons les années Mirbeau. L'écrivain, mort en 1917, est plus que jamais présent parmi nous, grâce surtout aux efforts de deux passionnés de son œuvre, Jean-François Nivet et Pierre Michel. Depuis quelques temps, les « mirbeauphiles » ne savent plus où donner de la tête. Aux côtés des rééditions, qui se succèdent (un volume comprenant les romans autobiographiques, *Le Calvaire*, *L'Abbé Jules*, *Sébastien Roch* est annoncé au Mercure de France), de nombreux inédits ont été exhumés (*Dans le ciel*, éd. de l'Echoppe en 1989, ou une importante correspondance, avec Claude Monet, Camille Pissaro, Auguste Rodin, aux éditions du Lérot) et, tout récemment, deux gros volumes de nouvelles ont vu le jour (*Contes cruels*, éd. Séguier), ainsi qu'un numéro des *Cahiers de l'Institut d'Histoire des Pédagogies libertaires* consacré à ses *Combats pour l'enfant* (présenté par Pierre Michel ; éd. Ivan Davy), sans oublier un numéro spécial de la *Quinzaine littéraire* (16 novembre 1990).

(Mirbeau était l'un des critiques les plus renommés de son époque et ses avis ont aidé bien des artistes à s'imposer) et *L'Affaire Dreyfus*. Si le nom de Zola reste attaché à celui de Dreyfus, n'oublions pas que Mirbeau figure parmi les plus ardents défenseurs du capitaine diffamé, car en dépit de son antimilitarisme virulent il n'eut cesse, après avoir été lui-même antisémite et nationaliste dans sa jeunesse, puis d'avoir compris ses erreurs, de pourfendre la bêtise partout où elle se nichait.

Face à l'ennemi

Rappelons également qu'il sillonna la France, de meeting en meeting, comme de nombreux autres militants anarchistes, lors de ce qui fut désigné à l'époque comme l'« Affaire », sans autre mention, et qu'il s'offrit à payer l'amende à laquelle Zola avait été astreint lors de la parution de son article dans *L'Aurore*, « J'accuse ». Enfin, pour conclure ce bref tour d'horizon, signalons que la correspondance de Mirbeau (5 volumes !) doit aussi faire l'objet d'une publication. Auparavant, les éditions de l'Echoppe, à Caen, vont sortir de l'oubli, courant 1991, *Lettre de l'Inde et Sac à dos*.

D'ici là, les lecteurs se plongeront avec profit dans les *Contes cruels* mentionnés plus haut, parus pour la plupart dans le *Gil Blas*, le *Journal* ou *l'Humanité*, sur une période d'une trentaine d'années (environ entre 1885 et 1915). Ils y trouveront un Mirbeau au mieux de sa forme, pourchassant sans relâche ses éternels ennemis : les représentants de l'ordre, sous toutes ses formes, c'est-à-dire les militaires, les policiers, la famille, les ecclésiastiques, les

bureaucrates, mais encore les pay-sans ou (de moins bon goût !) les femmes. Si l'écrivain a le don d'exaspérer quelque fois même les mieux intentionnés à son égard, il faut lui reconnaître un grand talent, une grande sincérité et sa violence a quelques chose de vivifiant, de salutaire, que l'on ne saurait lui reprocher à l'heure où le mot consensus est sur toutes les lèvres, où la France de cette fin de siècle. «... Ses multiples portraits-charges contre les autorités religieuses et politiques ont la puissance démystificatrice de ses articles de polémique. C'est au vitriol qu'il débarbouille les salaud », écrit Pierre Michel et Jean-François Nivet dans leur introduction au premier volume. Lisons et relisons donc Mirbeau. Son anarchisme n'a pas pris une ride. Trois quarts de siècles après sa mort, il est encore l'un des écrivains dont les propos sonnent avec le plus de justesse, de pertinence, que l'on puisse trouver en librairie.

Thierry Maricourt

Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons » vous propose : le samedi 22 décembre, à 21 h 30, un spectacle du chanteur Djamal Allam.

Participation aux frais : 40 francs. Restaurant « pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan. Tél. : (1) 46.63.51.98

Les durables années Mirbeau

Les années Mirbeau risquent de se prolonger encore, car sont prévues d'autres parutions. Tout d'abord, imminente, une biographie, la première sur cet écrivain qui n'en finit pas de déranger le monde des lettres : *Octaves Mirbeau, l'imprécauteur au cœur fidèle*, de Jean-François Nivet et Pierre Michel (éd. Séguier). Ensuite, des textes regroupés en deux volumes sous le titre de *Combats esthétiques* (toujours chez Séguier) et, chez le même éditeur, *Combats littéraires et Chroniques musicales*

EDITIONS

Pour des vœux... libertaires !

Les éditions « La Rue » viennent d'éditer une nouvelle série de cartes postales couleurs. Il s'agit de huit pochards « vus » dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ces cartes postales sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire, (145 rue Amélot, 75011 Paris), au prix public de 4,50 F, l'unité et de 27 F, la collection de huit (chèques à libeller à l'ordre de Publico).



## RENDEZ-VOUS

### ASNIERES

Le groupe Malatesta (Hauts-de-Seine-Nord) vend le *Monde libertaire* au marché d'Asnières (près de la mairie) le dimanche entre 10 h 30 et 12 h 30. C'est une bonne occasion pour rencontrer des militants de la FA.

### ARGENTEUIL

Le groupe Salvador-Haro vous invite à le contacter, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures, soit en venant le rencontrer le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois, à la gare d'Argenteuil (devant le kiosque d'entrée), à partir de 17 heures.

### AURILLAC

Une liaison existe à Aurillac (Cantal). On peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

### CHERBOURG

Pour contacter la FA sur Cherbourg et sa région voici une nouvelle adresse : GREL, BP 12, 50130 Octeville.

### LE MANS

La liaison FA du Mans tient une vente du *Monde libertaire* le samedi de 16 h 30 à 17 h 30, place de la République et le mercredi de 12 h à 13 h, au restaurant universitaire et une permanence à la Maison des associations (4, rue d'Arcole), le samedi de 15 h à 17 h.

### LYON

Le groupe Kronstadt diffuse son émission « Idées noires » tous les mardis de 13 h à 14 h sur Radio-Canut (102.2 FM).

### PAU

Une liaison existe sur Pau (Pyrénées-Atlantiques). Pour la joindre écrivez aux Relations Intérieures, qui transmettront.

### SAINT-DIZIER

Il existe une liaison à Saint-Dizier (Haute-Marne) et non Saint-Didier, comme nous l'écrivions, ces dernières semaines, à partir d'une orthographe erronée. Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

### TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus peut être joint en écrivant à l'Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

## PARUTIONS

### PRESSE

Le n° 74 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste) est en vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 5 F. On peut, aussi, l'acheter en écrivant à « Contre-courant », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

### EDITION

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité un nouveau briquet (A cerclé, avec dessin surprise, rouge sur fond noir). Prix : 15 F l'unité et 120 F les 10 exemplaires. De plus, il vend différents badges : « Vive l'anarchie » (dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... et l'anarchie ? », « Y'en a marre des chefs ». Prix : 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires (variés ou pas). Pour toute commande, voir adresse ci-dessus.

### BADGE

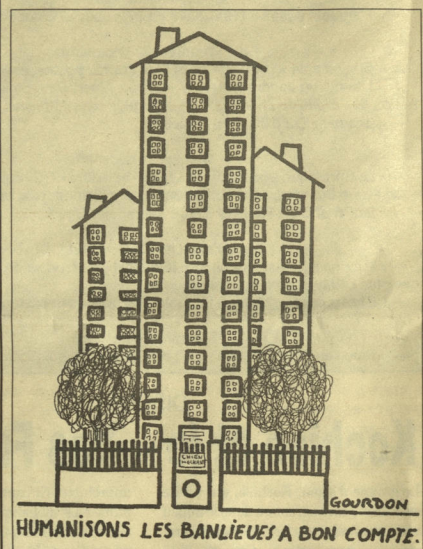
Un badge « Non à la guerre » a été édité pour soutenir les différentes initiatives contre la guerre. Il est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris) ou auprès des militants de la FA.

## Edition d'affiche



Les groupes Sacco-Vanzetti de Chelles, Fresnes-Antony et les Temps Nouveaux de Brest viennent de publier l'affiche représentée ci-dessus. On peut se la procurer à la Librairie du Monde Libertaire au prix de 1,60 F l'unité.

## Le dessin de la semaine



## POLOGNE

# Lech Walesa élu président

**J**e vais me comporter fermement. Je vais strictement corriger ce qui ne va pas et faire rendre des comptes... ». Le ton est donné : Lech Walesa, après avoir été élu président de la Pologne a tenu un discours sans nuance et annonçant les années à venir.

Walesa a été élu faute de mieux. Il s'est présenté comme l'homme providentiel, le sauveur que les Polonais, vivant actuellement dans le trouble et le désarroi, attendent. Quoi qu'il faille relativiser les choses... Walesa, désireux de recevoir l'aval de 80% des Polonais, n'a été élu que par 75% des 53% de votants ; cela veut dire qu'il y a eu pas mal d'abstentions, donc de gens ne se faisant pas d'illusion.

La Pologne se trouve sous l'effet d'une thérapie de choc imposée par le premier ministre Mazowiecki pour sortir du communisme et se jeter à corps perdu dans les bras de l'économie de marché et du capitalisme. Les mesures prises, dont le but était de casser l'inflation et de privatiser ont entraîné : une hausse spectaculaire du coût de la vie, des salaires bloqués, un million de chômeurs, une production industrielle en baisse de 30%, l'émigration des jeunes diplômés, la pénurie de logements... La Pologne se retrouve dans la situation d'un pays du tiers monde.

Mazowiecki était issu, comme Walesa, de Solidarnosc. Il avait sans doute des idées plus progressistes sur la démocratie, les droits de l'homme, les libertés fondamentales qu'un Lech Walesa, soucieux de « redonner aux citoyens le sens du patriotisme, de l'identité nationale et de la souveraineté ». Mais les mesures, suggérées par l'économiste américain Jeffrey Sacks n'étaient pas les bonnes. Sortir du communisme pour aller vers le capitalisme c'est tomber de Charybde en Scylla... d'où le désenchantement des Polonais.

C'est la fin de Solidarité, dans tous les sens du terme : Solidarité en tant que syndicat, qui aura certes permis à la classe ouvrière de prendre conscience d'elle-même au début des années 1980, et de faire tomber Jaruzelski, mais qui aura aussi permis à ses leaders de s'approcher du pouvoir ou de le prendre. C'est aussi la fin de la solidarité comme projet collectif pour tous les Polonais. Maintenant seul l'argent compte.

### La fin de Solidarité

D'où le relatif succès du candidat Tyminski, promettant aux Polonais de vivre *Dallas* au quotidien, ou qu'ils gagneraient de l'argent facilement. A défaut d'idéologie, les gens sont prêts à écouter n'importe quel démagogue.

L'autre paradoxe est que les ouvriers, fer de lance de la lutte contre le pouvoir communiste (rappelons-nous les grèves de Gdansk et d'ailleurs), constatent que dès les premières mesures, ils sont liquidés en tant que classe sociale. Et le million de chômeurs actuel n'est qu'une étape : les privatisations et la modernisation, devant avoir lieu, jetteront à la rue des milliers de travailleurs supplémentaires. On parle de trois millions de chômeurs. Comment s'étonner qu'aujourd'hui le syndicat communiste, OPZZ, ait plus d'adhérents que Solidarnosc ?

C'est dans ce contexte de chômage, de crise, de désespoir et de frustration que Walesa, déjà très populaire de par son passé, a décidé de devenir le sauveur.

En fait, il n'a pas de programme. Sa seule idéologie véritable est le catholicisme. Il utilise des slogans populistes, frôle l'antisémitisme, joue sur les sentiments de vengeance, promet l'épuration. Il parle de gouverner « avec une hache » pour trancher les problèmes et légiférer par décrets. Et le pire c'est qu'il est bien accueilli par la population. Tout cela semble bien dangereux et sans jouer les pessimistes, on a vu souvent ces « sauveurs » se transformer en dictateurs. Une nouvelle page se tourne, donc, pour les Polonais. Des années très difficiles s'annoncent. Et l'Eglise, soutien moral et financier de Solidarnosc, va demander des comptes : projet de loi contre l'avorte-

ment, par exemple... un coup grave pour les Polonais (64% d'entre eux sont hostiles à cette loi). Une loi contre laquelle des organisations, comme « Pro-fémmina », se battent. Les prêtres, eux, vont jusqu'à menacer d'excommunication les opposants au projet. C'est un retour à l'ordre moral, alors que, ces dernières années, les Polonais ont connu la libéralisation des mœurs et l'ébranlement des valeurs traditionnelles.

D'autre part, le candidat Tyminski s'est vu interdire, à un moment donné, la sortie du territoire polonais pour avoir critiqué l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki. Voilà un incident qui laisse présager des lendemains peu enchantés !

Les pays de l'Est se sont débarrassés du communisme, ils se tournent vers des valeurs « sûres » et découvrent le capitalisme dans tout ce qu'il a de plus abject. Espérons que les populations ne se laisseront pas abuser trop longtemps et qu'elles sauront construire de réelles alternatives. Le mouvement anarchiste existe aujourd'hui en Pologne... à nous de l'aider.

Jean-Pierre Levaray

## SOMMAIRE

**PAGE 1 :** Pas de trêve pour les mallogés, La chute de la Dame de fer, Editorial.  
**PAGE 2 :** Vive la crise !, Vers la disparition de la Kanaky.  
**PAGE 3 :** Les curés contre la liberté, Place Jules-Joffrin, On occupe l'église, Quand les pauvres se révoltent, « L'Abat-jour en question », En bref.  
**PAGE 4 :** Bilan tiré par le Planning familial, Commando anti-IVG.  
**PAGE 5 :** Plutôt morts que rouges, l'amère croisade, Bibliothèques... les rats sont dans la rue, Un anarchiste chilien incarcéré à Fresnes.  
**PAGE 6 :** La chute de la Dame de fer, L'illusion démocratique mexicaine.  
**PAGE 7 :** Sélection R-L, L'année Mirbeau, Chronique disque... Kochise et le « Yes Future », Lassalle, l'autre rival de Marx.  
**PAGE 8 :** Lech Walesa élu président, Le dessin de la semaine, Infos FA.

## FORUM

On discutera de *L'Éthique du syndicalisme* de Pierre Besnard, à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot [M° République], 75011 Paris) le samedi 22 décembre, à 16 h 30.

## EDITION

### « L'Éthique du syndicalisme »

Au premier abord, il peut sembler paradoxal de rééditer un livre dont le titre est, à lui seul, un pavé dans la mare du monde syndical contemporain.

Comment peut-on, aujourd'hui, se référer à une éthique du syndicalisme alors que le syndicat est devenu le partenaire obligé de l'Etat et du patronat ? Peut-on évoquer la morale syndicale quand l'organisation revendicative sert désormais de sinécure à des professionnels du syndicalisme qui, de 7 à 77 ans, sont des fonctionnaires appointés et totalement coupés de l'atelier, du bureau ou du service ?

Pourtant dans ce contexte social caractérisé par la crise du syndicalisme officiel, la réédition de *L'Éthique du syndicalisme*, de Pierre Besnard est un acte important, utile (1).

Même si certains passages sont limités et critiquables, notamment les lignes portant sur la famille et la place sociale de la femme, la découverte de l'ouvrage de Pierre Besnard sera une bouffée d'oxygène pour tous les acteurs sociaux de la lutte syndicale révolutionnaire, pour ceux et celles qui agissent au cœur des coordinations et des pratiques d'auto-organisation et qui cherchent à construire une alternative syndicale.

L.N.

(1) *L'Éthique du syndicalisme*, Pierre Besnard, éditions CNT-Région parisienne. Prix 70 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire